

SAINT-PARDOUX-SOUTIERS

« La laïcité protège nos libertés »

Elle a fêté ses 120 ans le 9 décembre : la loi sur la laïcité a fait l'objet d'une récente table ronde.

Jocelyne Brandeau et Michel Benoist représentent le CDAL, le Comité départemental d'action laïque, qui regroupe la Ligue de l'enseignement des Deux-Sèvres, les Délégués départementaux de l'Éducation nationale (DDEN), le syndicat des enseignants, SE-UNSA79 - UNSA Éducation 79 et la FCPE, fédération des parents d'élèves.

Pour les 120 ans de la loi sur la laïcité, plusieurs temps forts ont été organisés avec huit établissements scolaires des Deux-Sèvres. Une table ronde a clos cet événement à Saint-Pardoux, le 9 décembre. Maires et élus locaux ont discuté en public du thème « Laïcité et politique aujourd'hui ».

Jocelyne Brandeau, présidente de la Ligue de l'enseignement des Deux-Sèvres et Michel Benoist, président de l'union départementale des DDEN font le point sur la laïcité.

Que signifie cette notion de laïcité ?

Jocelyne Brandeau : « C'est le respect de l'autre, quelle que soit sa croyance ou sa non-croyance d'ailleurs. Le vivre ensemble se travaille au quotidien, dans des lieux de diversité culturelle comme les écoles. »

Michel Benoist : « Cette loi est certes ancienne, mais toujours utile. Elle protège toutes les libertés, la liberté de croire, la liberté de conscience, et la neutralité de l'État. C'est la séparation des Églises et de l'État, telle que dictée le 9 décembre 1905. C'est toujours le seul indispensable à notre vie en société. »

« Tous les procès faits aujourd'hui, tout ce qui est soulevé comme polémique politique autour de ce sujet, c'est à mon avis complètement abusif, s'il y a des problèmes de laïcité, c'est surtout un problème de con-



Jocelyne Brandeau, présidente de la Ligue de l'enseignement des Deux-Sèvres. Michel Benoist, président de l'union départementale des délégués départementaux de l'Éducation nationale.

naissance. »

Où en est-elle aujourd'hui ?

Jocelyne Brandeau : « À la Ligue de l'enseignement, on passe beaucoup de temps à former les enfants, les agents du service public, les élus, les enseignants. »

« Je crois vraiment que celui qui sait de quoi relève cette loi est éclairé, et ceux qui stigmatisent des religions détournent la loi. Cette loi, c'est vraiment une loi de libertés avec un S : elle protège nos libertés. »

Michel Benoist : « Et nous à la DDEN, on dit souvent que liberté, égalité, fraternité, c'est la République et on rajoute toujours liberté, égalité, fra-

ternité, parce que laïcité. C'est la laïcité qui fait le lien, parce qu'on ne peut avoir de liberté sans qu'il y ait, la fraternité, le respect et l'égalité. »

Et dans les milieux scolaires ?

Jocelyne Brandeau : « C'est très clair, c'est la loi de 2004 : elle interdit le port de signes religieux ostentatoires dans les établissements scolaires publics. Ça, c'est pour les agents, les enseignants et les élèves. Par contre, les parents d'élèves, le personnel, les usagers du service public ne sont pas soumis à cette obligation de neutralité. À la mairie, à la préfecture, à l'école, les agents du service public ont l'obligation de

neutralité, mais pas les usagers. C'est ça qui est mal compris souvent. Une maman parente d'élèves peut venir voilée au conseil de classe. Elle n'est pas agent du service public. Ce sont ces choses-là qu'on explique quand je parle de connaissances. »

Quel est le contenu des formations que la Ligue dispense ?

Jocelyne Brandeau : « Ce sont des formations de l'État lancées en 2015 par François Hollande, qui a développé un grand plan Valeurs de la République et laïcité. Pour les élèves, c'est dans les programmes scolaires. On a aujourd'hui les outils pour faire comprendre toutes ces règles. »